GRAND PROJET DE VILLE
RNOV 3400
« MARSEILLE – SEPTEMES »

Avenant n°2

Convention Constitutive du GIP

L'article 1 de la convention constitutive est modifié comme suit :

Article 1^{er}
CONSTITUTION

Le groupement d'intérêt public est constitué entre les membres suivants, signataires de la présente convention :

L'Etat, représenté par Monsieur Yvon OLLIVIER, Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet du Département des Bouches-du-Rhône,

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Michel VAUZELLE,

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par Monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général, Sénateur des Bouches-du-Rhône,

La Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole » représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Vice-Président du Sénat,

La Ville de Marseille, représentée par Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille, Vice-Président du Sénat,

La Ville de Septèmes-Les-Vallons, représentée par Monsieur André MOLINO, Maire de Septèmes-Les-Vallons,

L'Association Régionale des Organismes HLM de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse représentée par son Président, Bernard OLIVER,

La Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par Monsieur Christian OLIVERES, Directeur Régional.

L'article 11 de la convention constitutive est modifié comme suit :

Article 11
DROITS ET OBLIGATIONS

Dans leurs rapports entre eux, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis en fonction de l'apport respectif de chacun, défini à l'article précédent, selon les modalités suivantes :

<i>l'Etat</i>	<i>24,9 %</i>
<i>la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>	<i>18,4 %</i>
<i>le Département des Bouches-du-Rhône</i>	<i>13,4 %</i>
<i>la communauté urbaine Marseille Provence Métropole</i>	<i>9,6 %</i>
<i>la Ville de Marseille</i>	<i>31,9 %</i>
<i>la Ville de Septèmes-les-Vallons</i>	<i>1,1 %</i>
<i>l'Association Régionale des Organismes HLM</i>	<i>0,6 %</i>
<i>la Caisse des Dépôts et Consignations</i>	<i>0,1 %</i>

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

Cette clause sera mentionnée dans les contrats avec les tiers.

L'accord d'adhésion au groupement d'un nouveau membre entraîne une nouvelle répartition des droits statutaires qui reste calculée au prorata des participations contractualisées pour le GPV.

De même, en cas de réduction substantielle de la contribution de l'un des membres susceptible de remettre en cause l'équilibre général du financement du GPV, ou en cas de variation des contributions, les droits statutaires pourront être revus par voie d'avenant.

Les articles 18-2 et 18-3 de la convention constitutive sont modifiés comme suit :

Article 18

ASSEMBLEE GENERALE

18.2 – Composition

Les membres du groupement disposent à l'Assemblée Générale d'un nombre de sièges proportionnel à leurs apports :

<i>L'Etat :</i>	<i>3 sièges</i>
<i>La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :</i>	<i>2 sièges</i>
<i>Le Département des Bouches-du-Rhône :</i>	<i>1 siège</i>
<i>La Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole » :</i>	<i>1 siège</i>
<i>La Ville de Marseille :</i>	<i>3 sièges</i>

La Ville de Septèmes-les-Vallons, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Association Régionale des Organismes HLM disposent chacune d'un siège.

Le FASILD participe aux réunions de l'Assemblée Générale avec voix consultative.

Les maires de secteur concernés participent également aux assemblées générales ordinaires avec voix consultative.

18.3 - Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11, à savoir :

<i>L'Etat dispose de</i>	<i>249/1000^e</i>
<i>La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dispose de</i>	<i>184/1000^e</i>
<i>Le Département des Bouches-du-Rhône dispose de</i>	<i>134/1000^e</i>
<i>La Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole » dispose de</i>	<i>96/1000^e</i>
<i>La Ville de Marseille dispose de</i>	<i>319/1000^e</i>
<i>La Ville de Septèmes-les-Vallons dispose de</i>	<i>11/1000^e</i>
<i>L'Association Régionale des Organismes HLM</i>	<i>6/1000^e</i>
<i>La Caisse des Dépôts et Consignations dispose de</i>	<i>1/1000^e</i>

Conformément à l'article 21 de la loi du 15 juillet 1982, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble obligatoirement de la majorité des voix à l'assemblée et au conseil d'administration.

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement détenant au moins la moitié des voix est présente ou représentée.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut alors valablement délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 19-2 de l'article 19 concernant l'élection des membres du conseil d'administration et de celles de l'article 25 relatives à la dissolution du groupement.

Les articles 19-2 et 19-3 de la convention constitutive sont modifiés comme suit :

Article 19 CONSEIL D'ADMINISTRATION

19.2 - Composition

Le conseil d'administration est composé de 7 administrateurs, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes.

Chaque collectivité :

- L'Etat,*
- La Région Provence Alpes Côte d'Azur,*
- Le Département des Bouches-du-Rhône,*
- La Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole »,*
- La Ville de Marseille,*
- La Ville de Septèmes-Les-Vallons,*
- ➔ L'Association Régionale des Organismes HLM*

dispose d'un siège d'administrateur, de même que la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le FASILD participe également aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

L'accord d'adhésion au Groupement d'un nouveau membre prévoit le nombre d'administrateurs qui le représentent. La composition du conseil est majorée d'autant de sièges.

19.3 – Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11, à savoir :

<i>L'Etat dispose de</i>	<i>249/1000^e</i>
<i>La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dispose de</i>	<i>184/1000^e</i>
<i>Le Département des Bouches-du-Rhône dispose de</i>	<i>134/1000^e</i>
<i>La Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole » dispose de</i>	<i>96/1000^e</i>
<i>La Ville de Marseille dispose de</i>	<i>319/1000^e</i>
<i>La Ville de Septèmes-les-Vallons dispose de</i>	<i>11/1000^e</i>
<i>L'Association Régionale des Organismes HLM</i>	<i>6/1000^e</i>
<i>La Caisse des Dépôts et Consignations dispose de</i>	<i>1/1000^e</i>

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement détenant au moins la moitié des voix est présente ou représentée.

Les autres termes de la convention restent inchangés.

Fait à Marseille, le

M. Michel SAPPIN

Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône

M. Jean-Claude GAUDIN

Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

M. Michel VAUZELLE

Président de la Région Provence-Alpes-Côte
d'Azur

M. Jean-Noël GUERINI

Sénateur des Bouches-du-Rhône
Président du Conseil Général

M. Eugène CASELLI

Président de la Communauté Urbaine
« Marseille Provence Métropole »

M. André MOLINO

Maire de Septèmes-Les-Vallons

M. Christian OLIVERES

Directeur Régional de la
Caisse des Dépôts et Consignations

M. Bernard OLIVER

Président de l'Association Régionale des
Organismes HLM de Provence, Alpes, Côte d'Azur
et Corse